



Communiqué

M. Parini, l'affichage, les provocations et les non-réponses aux revendications des agents, **ÇA SUFFIT !**

Ce matin, un nouveau groupe de travail entre l'administration et les organisations syndicales sur la mise en place des SIP s'est tenu sous la présidence du Directeur général, M. Parini. Il faisait suite à celui du 14 janvier que la CGT avait décidé de quitter devant le refus du Directeur général :

- ✓ *de répondre aux problèmes de fond posés au vu du bilan des SIP préfigurateurs ;*
- ✓ *d'engager un véritable débat contradictoire où les analyses et les remontées des agents seraient prises en compte.*

La CGT avait aussi rejeté de nouvelles propositions du Directeur général qui fragilisaient la filière gestion publique par l'accroissement des transferts d'agents de cette filière vers les SIP. Le Directeur général décidait alors de suspendre la réunion pour la renvoyer à ce matin.

Il devait avant cette échéance préciser ses propositions sur le calendrier de mise en œuvre des SIP, l'emploi et le dialogue social. En fait, il s'est contenté d'une courrier de 25 lignes sans fournir la moindre réponse nouvelle.

Ce matin, M. Parini s'est livré à une consternante opération de provocation. Il a refusé, comme il en est l'usage, de donner la parole en début de réunion aux syndicats et a voulu la monopoliser pour développer son ordre du jour. Sur le contenu, il s'est borné à répéter, essentiellement sur les critères de choix des chefs des SIP, les annonces déjà faites par le Directeur adjoint... le 14 novembre, sans apporter d'éléments nouveaux.

Concédant enfin la parole aux syndicats, il a souhaité répondre après chaque intervention. La manœuvre était sans ambiguïté. Il s'agissait bien d'emprisonner les syndicats dans sa logique pour afficher la participation de tous à un groupe de travail, sans apporter de réponse aux préoccupations des agents.

Dans son intervention la CGT a dénoncé la manipulation, un dialogue social à géométrie variable, l'absence de communication de propositions concrètes en amont de la réunion, contrairement aux engagements pris. De même, la CGT a de nouveau condamné le refus du Directeur général de débattre au fond de la réforme et de ses conséquences sur la vie des agents et des services.

Dans ces conditions, la CGT a décidé de quitter le groupe de travail. Elle a rappelé qu'elle continuerait à se rendre aux groupes de travail traitant des autres questions relatives à la DGFIP, pour peu que le cadre soit créé d'une prise en compte des attentes et revendications des personnels et d'un véritable dialogue social.

Elle a enfin indiqué que par leur participation massive à la grève du 29 janvier, les agents diront à M. Parini ce qu'ils pensent de ses réformes régressives et réaffirmeront leurs exigences de satisfaction de leurs revendications.

Montreuil, le jeudi 22 janvier 2009

NB : Une expression CGT fera rapidement suite à ce communiqué sur les points qui figuraient à l'ordre du jour de ce groupe de travail.